



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2006-07-26

HAUTE-SAÔNE

ARRÊTÉ DDASS/2006 n° 2189 du 11 AOÛT 2006

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES
SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE : santé-environnement

autorisant le syndicat des eaux de la Haute Vallée de l'Ognon à distribuer pour la consommation humaine l'eau de la source de Belmont située sur la commune de HAUT DU THEM CHATEAU LAMBERT, parcelle D 558, appartenant à M. Jean-Claude MAURICE

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2001 relatif à la constitution des dossiers de demande d'autorisation, concernant l'utilisation d'eaux destinées à l'alimentation humaine à l'exclusion des eaux minérales ;
- VU** la demande déposée le 27 avril 2004 par le président du syndicat des eaux de la Haute Vallée de l'Ognon ;
- VU** les pièces du dossier jointes à ladite demande ;
- VU** le rapport d'août 2005 de M. Jacques MAILLOT, hydrogéologue agréé ;
- VU** la convention signée le 16 juin 2006 entre le président du syndicat des eaux de la Haute Vallée de l'Ognon et M. Jean-Claude MAURICE ;
- VU** le rapport du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 11 avril 2006 ;
- VU** l'avis du conseil départemental d'hygiène émis lors de la séance du 20 avril 2006 ;

CONSIDERANT que le rapport d'expertise hydrogéologique d'août 2005 conclut à un avis favorable à l'utilisation de l'eau délivrée par la source de Belmont pour alimenter le réseau public du hameau de Belmont ;

CONSIDERANT que l'eau délivrée par la source de Belmont satisfait aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique pour les eaux brutes destinées à la production d'eau en vue de la consommation humaine ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTÉ

I – PRODUCTION DE L'EAU

Article 1^{er} :

Le syndicat des eaux de la Haute Vallée de l'Ognon est autorisé à distribuer en vue de la consommation humaine l'eau de la source de Belmont située sur le territoire de la commune de HAUT DU THEM CHATEAU LAMBERT, parcelle D 558 (indice BSS : 0376 8X 4000 et coordonnées Lambert II étendu : 929.88 – 2328.19 – 690 m).

Article 2 :

Tous les procédés et produits utilisés dans la filière de captage, transport, stockage et distribution de l'eau répondent à tout moment aux exigences du code de la santé publique.

II – CONTROLE DE LA QUALITE**Article 3 :**

Le contrôle sanitaire annuel exercé sous l'autorité de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales comprend une analyse de type P1 et trois analyses de type D1. De plus, tous les cinq ans, une analyse de type RP est réalisée, ainsi qu'une analyse de type P2 en complément de la P1 et une analyse de type D2 en complément d'une D1.

Article 4 :

Le syndicat des eaux de la Haute Vallée de l'Ognon est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Un carnet de visite des installations, un carnet d'intervention sanitaire et un registre des résultats d'auto-surveillance sont tenus à jour et tenus à la disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

III – AMENAGEMENT ET PROTECTION DES INSTALLATIONS**Article 5 :**

Les ouvrages de captage sont réalisés, implantés et entretenus conformément aux prescriptions suivantes :

- ✓ les matériaux utilisés ne doivent pas altérer la qualité de l'eau et être source de pollution pour la nappe captée. Ils doivent répondre aux exigences du code de la santé publique pour la production d'eau en vue de la consommation humaine ;
- ✓ les ouvrages sont surélevés pour éviter toute infiltration directe ;
- ✓ il est interdit d'utiliser les canalisations d'eau pour mise à la terre électrique ;
- ✓ aucun dépôt et aménagement de quelque nature que ce soit, autre que ceux strictement nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, n'est autorisé dans l'enclos clôturé. En dehors des périodes d'utilisation, l'ouvrage est hermétiquement clos ;
- ✓ tout rejet direct ou indirect dans l'ouvrage est interdit ;
- ✓ toutes les dispositions sont prises afin d'assurer un entretien permanent et régulier de la source. Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Article 6 :

Les installations de traitement, de transport et de stockage de l'eau sont réalisées et implantées conformément aux prescriptions suivantes :

- ✓ les matériaux utilisés ne doivent pas altérer la qualité de l'eau. Ils doivent répondre aux exigences du code de la santé publique pour la production d'eau en vue de la consommation humaine ;
- ✓ les canalisations d'eau doivent être enterrées ;
- ✓ il est interdit d'utiliser les canalisations d'eau pour la mise à la terre électrique ;
- ✓ le réservoir d'eau est nettoyé et désinfecté au minimum une fois par an. Les dates d'intervention sont communiquées un mois à l'avance à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, ainsi que le programme de surveillance mis en œuvre durant les travaux et lors de la remise en service ;
- ✓ toutes les dispositions sont prises, afin d'assurer un entretien permanent et régulier des installations.

Article 7 :

Les travaux suivants devront être réalisés, dans le délai de 18 mois à compter de la date de signature du présent arrêté :

- ✓ une clôture constituée de fils barbelés doit englober chaque ouvrage ainsi que son drain collecteur.
- ✓ les ouvrages doivent être équipés d'une tête de puits étanche et cimentée protégée par un capot métallique cadenassé.
- ✓ un compteur volumétrique doit être installé en sortie de la bache de stockage. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Une déclaration d'achèvement de travaux sera transmise au préfet – direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

IV – GENERALITES

Article 8 :

L'exploitant se conformera à tous les règlements intervenus ou à venir au titre de la sécurité sanitaire.

Feront l'objet d'une déclaration au préfet - direction départementale des affaires sanitaires et sociales :

- immédiate, tout incident risquant de compromettre la qualité de l'eau,
- dans le mois qui précède toute intervention de renouvellement ou d'entretien susceptible d'avoir une influence sur la qualité de l'eau, l'efficacité ou la sécurité du traitement,
- dans le mois qui suit tout abandon définitif d'utilisation ou pour une période supérieure à deux ans des installations,
- toute modification apportée par l'exploitant aux ouvrages de captage, aux installations de traitement, de transport de l'eau et de stockage, à leur mode d'utilisation, à leur extension, à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet - direction départementale des affaires sanitaires et sociales, qui peut exiger une nouvelle autorisation.

Article 9 :

Le service chargé du contrôle sanitaire se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés sur l'ensemble des installations de production, de transport et de stockage de l'eau.

Des dispositifs de prélèvement facilement accessibles sont aménagés pour permettre le prélèvement de l'eau brute, de l'eau mise en distribution et de l'eau délivrée aux points d'utilisation.

Article 10 :

L'administration se réserve à tout moment le droit de suspendre ou de modifier l'autorisation de distribution en vue de la consommation humaine.

En cas de nécessité, les services chargés du contrôle sanitaire des eaux pourront exiger de l'exploitant des études complémentaires afin de s'assurer de la qualité de l'eau produite et de la sécurité sanitaire de la filière de traitement.

Si la qualité des eaux prélevées venait à se dégrader et à se rapprocher des limites de qualité, il pourra être procédé à une nouvelle définition du dispositif de traitement de l'eau.

Article 11 :

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324 du code de la santé publique.

Article 12 :

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera affichée pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de HAUT DU THEM CHATEAU LAMBERT. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de HAUT DU THEM

CHATEAU LAMBERT et adressé au préfet - direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.


Article 13 :

Un recours peut être formé contre la présente décision auprès du tribunal administratif de Besançon dans les deux mois qui suivent sa notification,

Article 14 :

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Lure, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le président du syndicat des eaux de la Haute Vallée de l'Ognon et le maire de Haut du Them Château Lambert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à VESOUL, le 11 AOÛT 2006

 Pour le préfet
et par délégation,
la secrétaire générale
Chantal MAUCHET,

ARRETE 1D/1/I/81/N° 3472 en date du 21 septembre 1981
portant déclaration d'utilité publique des travaux
de création des périmètres de protection à entre-
prendre par la commune de HAUT-du-THEM CHATEAU LAMBERT.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'avant-projet des travaux d'alimentation en eau potable
et de création des périmètres de protection à entreprendre par la commune du
HAUT-du-THEM CHATEAU LAMBERT ;

VU le plan des lieux et notamment le plan et l'état parcellaires
des terrains compris dans les périmètres de protection des sources ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 28 janvier 1978
adoptant le projet, créant des ressources à l'exécution des travaux et demandant la
déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de la Haute-Saône
en date du 10 mars 1978 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, confor-
mément à l'arrêté préfectoral n° 1 920 en date du 20 mai 1981 en vue de la décl-
ration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et
des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 31 août 1981
sur les résultats de l'enquête ;

VU le Code Rural et notamment l'article 113 sur la dérivation
des eaux non domaniales ;

VU le Code de l'Administration Communale ;

VU le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des eaux souter-
raines et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique.

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 complété et modifié par
le décret n° 67.1 093 du 15 décembre 1967, portant règlement d'administration
publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative
aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation
des collectivités humaines.

..../...
VU la loi modifiée n° 64.1 245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11.1 à L 11.7 et R 11.1 à R 11.18 inclus ;

VU le décret modifié n° 69.825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opération immobilière, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 67.1 094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64.1 245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36 - 2ème) et le décret d'application modifié n° 55.1 350 du 14 octobre 1955 ;

- VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de LURE en date du 22 juillet 1981 ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par l'article 2 du décret n° 72.195 du 29 février 1972 ;

CONSIDERANT que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable à la réalisation du projet ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Haute-Saône ;

A R R E T E

Article 1er -

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune du HAUT-du-THEM CHATEAU LAMBERT en vue de la création des périmètres de protection des deux sources dites "MARTIN" et "GIRARD" et situées sur son territoire.

Article 2 -

Il sera établi autour des sources un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux indications du plan et de l'état parcellaires annexés au présent arrêté et en application des dispositions de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61.859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67.1 093 du 15 décembre 1967.

Article 3 -

Les périmètres de protection de chacune des 2 sources sont délimités de la façon suivante :

I - Le périmètre de protection immédiate :

a) pour la source Martin, s'étend sur 20 mètres de part et d'autre du captage et sur 30 mètres vers l'amont et 5 mètres en aval.

b) pour la source Girard, a la forme d'un trapèze isocèle dont la petite base de 20 mètres de long est située 5 mètres en aval du captage et dont la grande base de 60 mètres de long se trouve à 40 mètres au Sud du captage.

Les terrains situés à l'intérieur de ce périmètre de protection immédiate de chacune des 2 sources doivent être acquis en pleine propriété par la commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU LAMBERT.

Ils seront clôturés aux frais de la commune par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture de la HAUTE-SAONE qui dressera procès-verbal de l'opération de clôture.

II - Le périmètre de protection rapprochée

a) pour la source Martin, a la forme d'un triangle isocèle dont le captage constitue le sommet et dont la base de 100 mètres de long est située à 150 mètres en amont de la source.

b) pour la source Girard, s'étend jusqu'à 200 mètres en amont de la source et sur 50 mètres à l'ouest et à l'est du captage.

III - Le périmètre de protection éloignée

a) pour la source Martin, la protection est assurée par le boisement.

b) pour la source Girard, s'étend à 400 mètres au sud de la source et à 100 mètres à l'est et à 100 mètres à l'ouest.

Article 4 - Les interdictions et réglementations suivantes sont prononcées à l'intérieur des 3 périmètres de protection de chacune des sources.

1° Source St Martin : à l'intérieur du périmètre de protection immédiate, toute pratique y est interdite.

à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, le reboisement y est conseillé.

à l'intérieur du périmètre de protection éloignée, le boisement qui s'étend en amont de la source jusqu'à la ligne des crêtes en assure la protection.

2° Source Girard : à l'intérieur du périmètre de protection immédiate, le reboisement devra y être favorisé. De plus, l'épandage d'engrais, de fumier, de purin, de désherbant et d'insecticides y sera interdit de même que le creusement de fouilles de toute nature, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les constructions ainsi que l'épandage d'engrais y seront interdits, à l'intérieur du périmètre de protection éloignée, les éventuelles constructions devront posséder un système d'épuration des eaux usées efficace. Le reboisement y est conseillé.

Article 5. -

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. La qualité des eaux sera placée sous le contrôle du Conseil départemental d'Hygiène.

Article 6. -

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 3, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7. -

Le Maire de HAUT-du-THEM, CHATEAU LAMBERT agissant au nom de cette dernière, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet d'alimentation en eau potable et à la constitution des périmètres de protection immédiate tels qu'ils résultent notamment des plans et de l'état parcellaire ci-annexés.

Les expropriations éventuelles nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 8. -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n° 64.1 245 du 16 décembre 1964.

Article 9. -

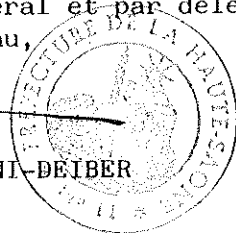
Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de HAUT-du-THEM CHATEAU LAMBERT, publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Haute-Saône et notifié à chacun des propriétaires concernés par l'établissement desdits périmètres.

Article 10. -

Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, LE Sous-Préfet de LURE, le Maire de HAUT-du-THEM CHATEAU LAMBERT, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental de l'Équipement, au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, à l'Ingénieur des Mines, Chef du Service de l'Industrie et des Mines.

Pour ampliation,
Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,

Jean-François TODESCHINI-DEIBER



FAIT à VESOUL, le 21 septembre 1981

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Héric du GRANDLAUNAY

VU pour être annexé
à notre arrêté de ce jour n° 3472
Vesoul, le 21 SEP. 1981
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Héric du GRANDLAUNAY

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau



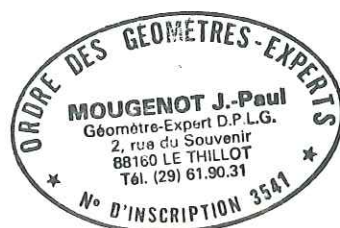
Jean-François TOLEDO



LE HAUT DU THEM-CHATEAU-LAMBERT

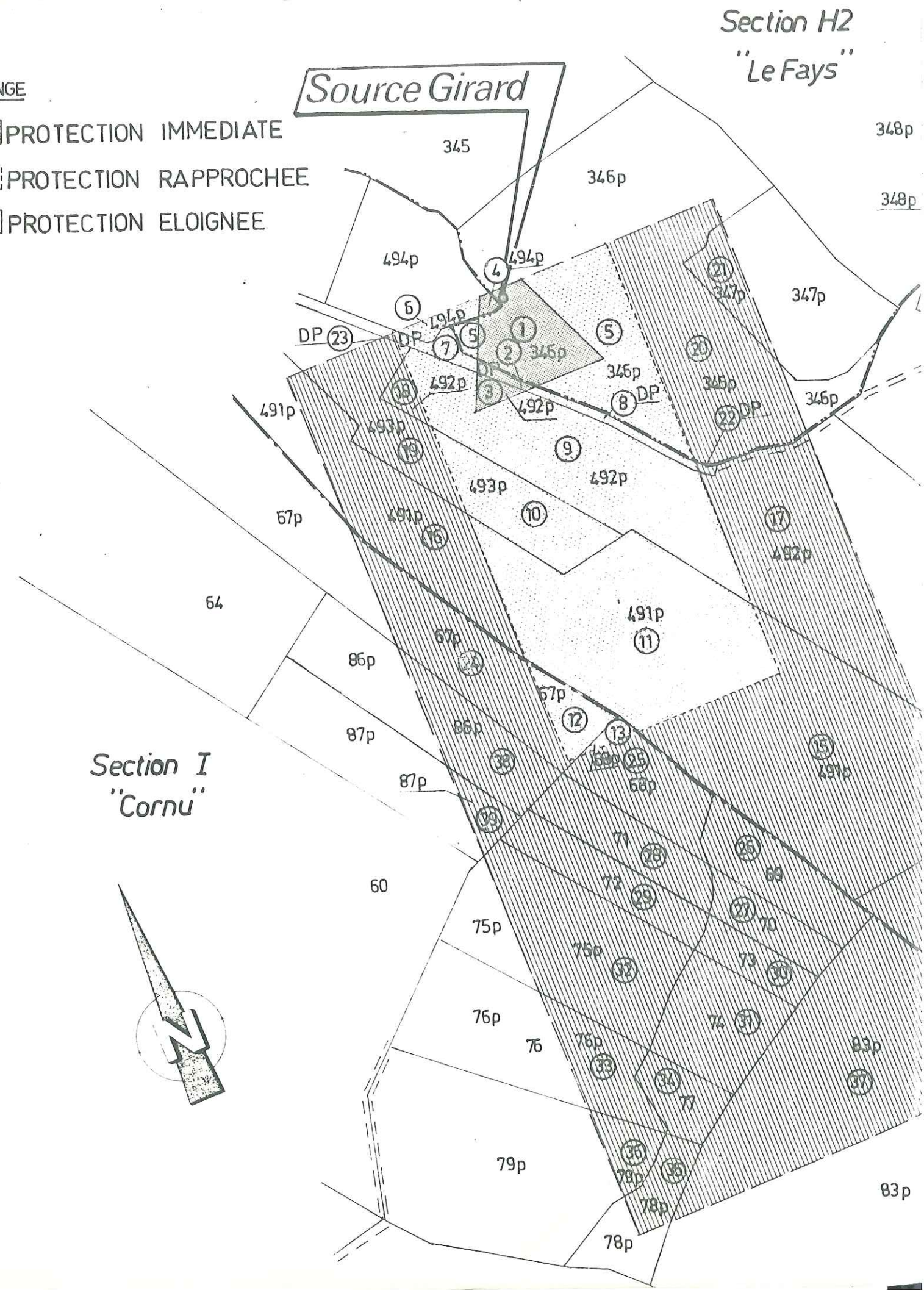
Sources GIRARD et MARTIN
PERIMETRES DE PROTECTION

Echelle: 1/ 2000



LEGENGE

- PROTECTION IMMEDIATE
- PROTECTION RAPPROCHEE
- PROTECTION ELOIGNEE

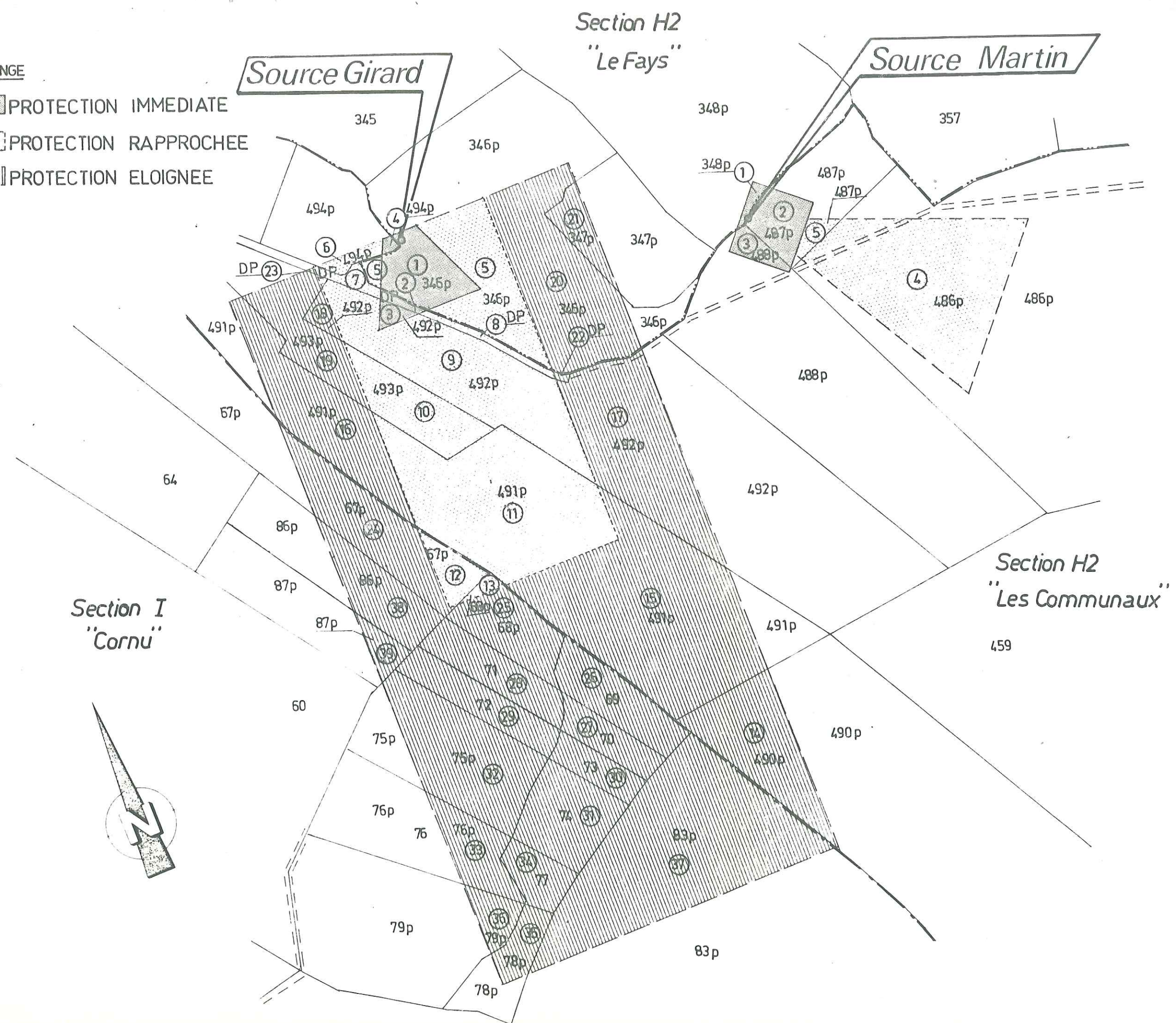


LAMBERT

MARTIN
E PROTECTION

LEGENGE

- PROTECTION IMMEDIATE
- PROTECTION RAPPROCHEE
- PROTECTION ELOIGNEE



1° DIRECTION
1° Bureau

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

ARRETE 1D/1/I/n° 3058 en date du 29 septembre 1975
portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la commune
de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT en vue de l'alimentation en eau potable
et de la création des périmètres de protection de la Source de la Route
du Ballon.
Dérivation par gravité d'eau de source.
Nature des travaux : alimentation en eau potable et création des périmètres de
protection.
Maître d'ouvrage : commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'avant projet des travaux d'alimentation en eau potable et des
créations des périmètres de protection à entreprendre par la commune de HAUT-
DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT et notamment le plan des lieux ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 11 janvier 1975
créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant enga-
gement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en date du 12 février
1975 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé conformément
à l'arrêté préfectoral en date du 15 mai 1975 dans la commune de HAUT-DU-THEM -
CHATEAU-LAMBERT en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et
des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture en date du 12 septembre
1975 sur les résultats de l'enquête ;

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non
domaniales ;

VU le Code de l'Administration Communale et notamment ses articles
141 et 152 ;

VU le décret du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines
et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

VU l'ordonnance modifiée n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant
réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'adminis-
tration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration
d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté
de cessibilité ;

.../...

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilière, d'architecture et d'espaces protégés et les textes pris pour son application ;

VU les articles L.20 et L.20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36 - 2°) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 février 1972 ;

CONSIDERANT que l'avis du commissaire enquêteur est favorable ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture ;

A R R E T E :

Article 1er - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT en vue de son alimentation en eau potable et de la création des périmètres de protection de la source de la Route du Ballon.

Article 2 - La commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT est autorisée à dériver en totalité les eaux de la source de la Route du Ballon.

Article 3 - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT dans sa séance du 11 janvier 1975, la commune devra indemniser les usiniers irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 4 - Il sera établi autour du captage trois périmètres :

- un périmètre de protection immédiate ;
- un périmètre de protection rapprochée ;
- un périmètre de protection éloignée, tels qu'ils figurent au plan annexé au présent arrêté et conformément à l'état parcellaire ci-joint.

.../...

Article 5 - Le périmètre de protection immédiate sera clôturé pour en interdire l'accès. A l'intérieur de cet espace clos, il faudra éviter d'effectuer des fouilles de plus de 2 mètres de profondeur, d'y déposer des ordures, de faire pénétrer du bétail, d'y épandre du fumier ou des produits chimiques et des engrais. Cette parcelle sera propriété de la commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT et devra rester boisée.

Dans le périmètre de protection rapprochée, le boisement sera maintenu. L'épandage de fumier et engrais chimiques, la stabulation libre, toute construction et l'ouverture de carrières y seront interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée, les dépôts d'ordures et l'ouverture de carrières y seront interdits. Toute construction devra y être pourvue d'un système efficace d'épuration des eaux usées.

Article 6 - Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains devront être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais de la commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture, qui dressera le procès-verbal de l'opération.

Article 7 - Pour les activités et dépôts existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris à l'intérieur de chacun des trois périmètres de protection prévus à l'article 4, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution dudit périmètre dans un délai de deux ans.

Article 8 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique, la qualité des eaux sera placée sous le contrôle du Conseil départemental d'Hygiène.

Article 9 - Le Maire agissant au nom de la commune de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT, est autorisé, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, à acquérir les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 10 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 12 décembre 1964.

Article 11 - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT d'une part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Haute-Saône, et, d'autre part, notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection.

Article 12 - Il sera pourvu à la dépense au moyen de subvention du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Intérieur (au titre des communes fusionnées) et d'un emprunt à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 13 - Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Maire de HAUT-DU-THEM - CHATEAU-LAMBERT, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur départemental de l'Equipement, au Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale et à l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines à VESOUL.

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché-Chef de Bureau,
A. POMMER

FAIT à VESOUL, le 29 septembre 1975

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Gérard LEFEBVRE

ENTREE DE 25m
 30 Trop plein : 768.00
 1.00 Vidange : 765.40

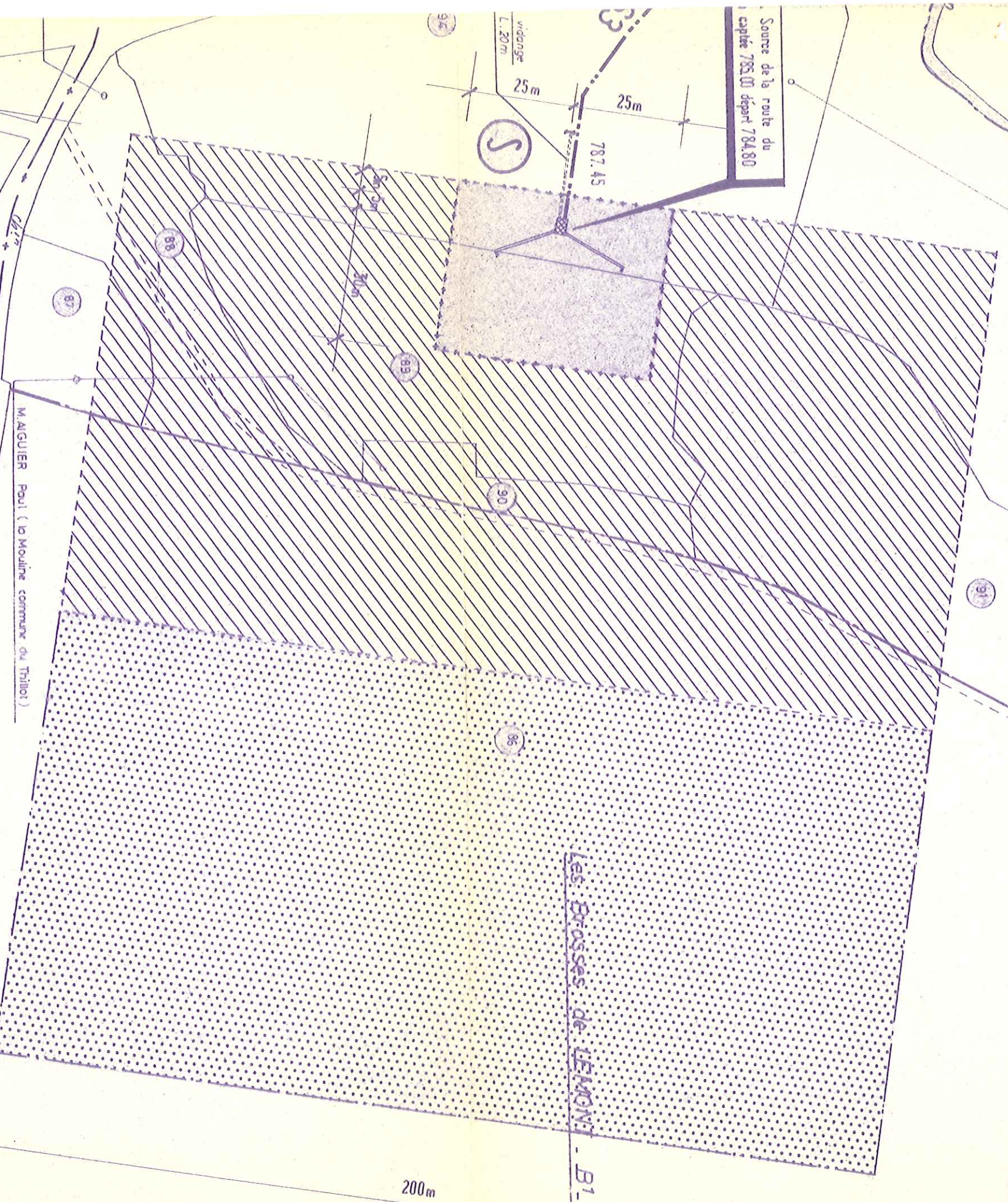
Haut-Su-Itre : Vésou-Itre
 Source de la Route du Bœuf
 Périère de protection.

CORRIEU - B1
 Robert de Bourg

Les prés des HATELOTS - B1

Source de la route du
 captée 785.00 départ 784.80

vidange
 L. 20m
 25m
 25m
 787.45



Les Granges du HARDERET - D2

T H E M

MAIGUIER Paul (la Mouline commune du Thillot)

ETAT par l'office national des forêts
 16 Avenue cornot à BESANCON



M. ALGUIER Paul (la Mouline commune du Thillot)
 Vu pour avis annexé
 à notre arrêté du 28 SEP 1975
 Vesoul, le
 Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délég
 L'Attaché Chef de Bureau

	Périmètre de protection rapprochée	86 S: 67.50 ⁰⁰	89 S: 110.70 ⁰⁰	209.00 ⁰⁰
	Périmètre de protection éloignée	87 S: 2.40	94 S: 89.30 ⁰⁰	
	Périmètre de protection rapprochée	88 S: 15.50		
		89 S: 39.50		
		90 S: 8.30		
		91 S: 38.70		
		93 S: 13.70		
		94 S: 13.40		
		86 S: 4.00 ⁰⁰		2.00 ⁰⁰
				4.00 ⁰⁰
				6.00 ⁰⁰

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

ARRETE 1D/1/I/N° 1308 en date du 2 Avril 1982
portant déclaration d'utilité publique des travaux de
réalisation de captage d'alimentation en eau potable et
de création des périmètres de protection de ce captage
à entreprendre par le Syndicat de la Haute Vallée de
l'Ognon sur le territoire de la commune de SERVANCE
(hameau du Servanceuil)

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'avant-projet des travaux de réalisation de captage
d'alimentation en eau potable et de création des périmètres de protection de ce
captage à entreprendre par le Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon ;

VU le plan des lieux et notamment le plan et l'état
parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du forage ;

VU la délibération du Comité Syndical en date du
22 Juillet 1981 adoptant le projet, créant des ressources à l'exécution des
travaux, portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la déri-
vation et demandant la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de la
Haute-Saône en date du 16 octobre 1981 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé,
conformément à l'arrêté préfectoral n° 4654 en date du 8 décembre 1981 en vue de
la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural,
des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture en date du
5 mars 1982 sur les résultats de l'enquête ;

VU le Code Rural, et notamment l'article 113 sur la
dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code de l'Administration Communale ;

VU le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des
eaux souterraines et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

.../...

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967, portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11.1 à L 11.7 et R 11.1 à R 11.18 inclus ;

VU le décret modifié n° 69.825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36 -2ème) et le décret d'application modifié n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par l'article 2 du décret n° 72.195 du 29 février 1972 ;

CONSIDERANT que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable à la réalisation du projet ;

VU l'avis du SOUS-PREFET de LURE en date du 11 février 1982 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

Arrêté préfectoral n° 1000 du 15 février 1982

Article 1er.-

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon en vue de la réalisation de captage d'alimentation en eau potable et de la création des périmètres de protection de ce captage situé sur le territoire de la commune de SERVANCE (hameau du Servanceuil).

.../...

Article 2.-

Conformément à l'engagement pris par le Comité du Syndicat, dans sa séance du 22 juillet 1981, le Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux des dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 3.-

Il sera établi autour des captages un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux indications du plan et de l'état parcellaires annexés au présent arrêté et, en application des dispositions de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61.859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967.

Les périmètres ci-après sont délimités sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 4.-

Le périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété par le Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon englobe une partie de la parcelle n° 150 section P au lieudit "Hameau des Côtes" et du chemin rural dit des Côtes.

Le périmètre de protection rapprochée comprend tout ou partie des parcelles 149, 159, 160, 278, 280, 281 et 936 section P et une partie du chemin rural dit des Côtes.

Le périmètre de protection éloignée quant à lui s'étend sur une partie des parcelles cadastrées :

n°s 147 à 150, 161 et 162)	
n°s 264 à 274 et 276 à 278)	Section P
n°s 281, 282 et 286)	
n° 210)	Section Q
et une partie du chemin rural dit des Côtes.		

Article 5.-

Les interdictions et réglementations suivantes sont prononcées à l'intérieur de chaque périmètre :

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : ce périmètre devra être clos afin d'empêcher l'accès aux hommes et aux animaux : toute pratique y sera interdite, Le reboisement dans la partie amont doit être poursuivi. Toutefois ce reboisement est prohibé à proximité du captage et des drains.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : il sera interdit d'y épandre du lisier, des défoliants et d'y déposer des ordures ménagères ; il est conseillé de favoriser le reboisement complet.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée : les éventuelles constructions qui pourraient être réalisées devront être munies d'un système efficace d'épuration.

Article 6.-

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. La qualité des eaux sera placée sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

Article 7.-

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 8.-

Le Président du Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon agissant au nom de ce dernier est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuelles nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 9.-

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964.

Article 10.-

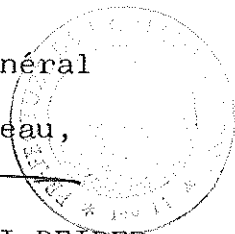
Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon, publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Haute-Saône et notifié à chacun des propriétaires concernés par l'établissement desdits périmètres.

Article 11.-

Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Président du Syndicat de la Haute Vallée de l'Ognon, le Maire de SERVANCE, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur départemental de l'Équipement, au Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, à l'Ingénieur des Mines, Chef du Service de l'Industrie et des Mines.

Fait à VESOUL, le 2 Avril 1982

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général
et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,



Jean-François TODESCHINI-DEIBER

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Héric du GRANDLAUNAY

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA
HAUTE VALLEE DE L'OGNON

COMMUNE DE
SERVANCE

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,



[Signature]

Jean-François TODESCHINI-DEIBER

PROJET
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
du Hameau de
SERVANCEUIL

VU pour être annexé
à notre arrêté de ce jour,
Vesoul, le 2 AVR. 1982
Le Préfet,

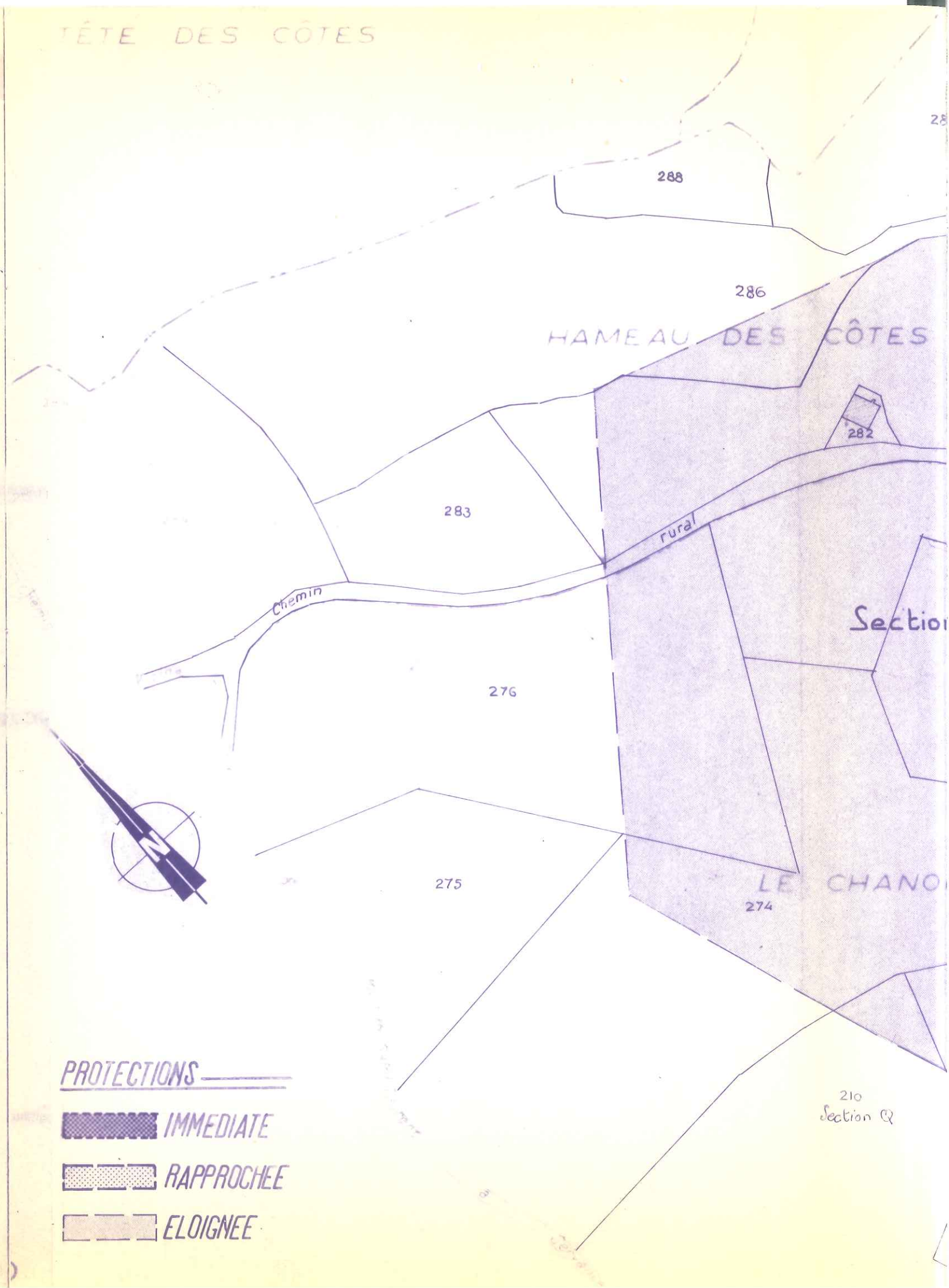
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Héric du GRANDLAUNAY,

Périmètres de Protection

1/2000

TÊTE DES CÔTES



PROTECTIONS

IMMEDIATE

RAPPROCHEE

ELOIGNEE

